

# Agence EEE

REMETTRE L'EUROPE AU  
COEUR DE LA CAMPAGNE

EuropaNova



CONFRONTATIONS  
EUROPE



# L'Agence Triple E

Pour remettre l'Europe au cœur des débats de la campagne présidentielle, six organisations européennes - **EuropaNova, Confrontations Europe, Mouvement européen France, Institut Jacques Delors, Europartenaires, et la Maison de l'Europe de Paris** - ont mis en place une agence de notation chargée d'évaluer le volet européen des programmes des principaux candidats à l'élection présidentielle 2022, **l'Agence EEE**, un clin d'œil aux agences de notation financières bien connues.

Consciemment ou inconsciemment, l'Europe est de plus en plus présente dans la vie des citoyens : achats communs de vaccins pendant la pandémie, plan de relance de 750 milliards d'euros via un emprunt commun, solidarité et soutien des 27 à l'égard de l'Ukraine et accélération d'un projet d'Europe de la défense.

L'objectif de **l'Agence Triple E** est multiple. Il vise, d'une part, à analyser l'ambition ou non de leurs programmes « européens », d'autre part, d'évaluer l'« euro-compatibilité » de l'ensemble de leurs propositions, et enfin, susciter des débats de fonds, et faire en sorte que l'Europe soit mise sur le devant de la scène de cette campagne.

Pour ce faire, **l'Agence EEE** dispose de quatre jurys thématiques :

- **GOVERNANCE** : Vision de l'Europe, citoyenneté, traités UE et référendums, règle de l'unanimité, franco-allemand, défense, sécurité, relation transatlantique, élargissement, Chine, Russie, Afrique
- **ECONOMIE ET FINANCE** : Plan de relance, politique budgétaire, pacte de stabilité, fiscalité, zone euro, union bancaire, ressources propres, industrie, numérique, marché intérieur, politique commerciale, espace
- **SOCIÉTAL** : Libertés individuelles, État de droit, égalité femmes-hommes, migrations, mobilité (Schengen), territoires, fonds de cohésion, solidarité, jeunesse, santé, culture,
- **ENVIRONNEMENT ET CLIMAT** : Pacte vert, énergie, taxe carbone aux frontières, agriculture, mer, transport

Chacun des quatre jurys thématiques est composé de jurés issus du monde académique, de *think tanks*, de médias, ou de personnalités de la société civile, avec un président du jury.

Ces 12 jurés ont analysé les programmes des principaux candidats, ainsi que le contenu de leurs prises de paroles publiques depuis le début de la campagne présidentielle. Cette analyse a mené à une évaluation chiffrée et motivée par écrit pour chaque jury. La délibération finale s'est traduite par une note sur 20 pour chaque candidat, transformée en **E**, double **E**, ou triple **E**.

# La méthodologie

L'analyse du programme peut être croisée avec l'attitude générale du candidat à l'égard de l'Europe, telle qu'elle ressort de ses paroles et actions publiques, afin de le positionner sur l'échelle de notation de l'Agence EEE.

Cette appréciation du positionnement européen du candidat et l'analyse de son programme servent de références, à chacun des jurys thématiques, pour évaluer chaque candidat de 1 à 5 et motiver par écrit leur notation.

## Les thèmes d'évaluation Les critères d'évaluation



- **GOVERNANCE** : Vision de l'Europe, citoyenneté, traités UE et référendums, règle de l'unanimité, franco-allemand, défense, sécurité, relation transatlantique, élargissement, Chine, Russie, Afrique



- **ECONOMIE ET FINANCE** : Plan de relance, politique budgétaire, pacte de stabilité, fiscalité, zone euro, union bancaire, ressources propres, industrie, numérique, marché intérieur, politique commerciale, espace



- **SOCIÉTAL** : Libertés individuelles, État de droit, égalité femmes-hommes, migrations, mobilité (Schengen), territoires, fonds de cohésion, solidarité, jeunesse, santé, culture,



- **ENVIRONNEMENT ET CLIMAT** : Pacte vert, énergie, taxe carbone aux frontières, agriculture, mer, transport

- **EURO-CONVERGENT** : la proposition aide-t-elle la France à se rapprocher des standards des autres pays européens dans le domaine concerné ou, à l'inverse, l'en éloigne ;

- **EURO-ELIGIBLE** : pour évaluer en premier lieu, si la proposition concerne ou non l'Europe, directement ou indirectement, au regard du champ de compétence de l'UE et du principe de subsidiarité. Ce critère permet de mesurer la part « européenne » de chaque programme ;

- **EURO-COMPATIBLE** : vérifier si la proposition est compatible avec le droit européen en vigueur, autrement dit si elle respecte ou non l'acquis communautaire ;

- **EURO-PERTINENT** : critère le plus qualitatif - et sans doute celui laissant la plus large appréciation du jury -, il s'agit d'apprécier sur le fond si la proposition paraît juste dans l'Europe d'aujourd'hui, si elle répond à une nécessité, comble un manque, autrement si elle va vers un « mieux » européen ;

- **EURO-CONSTRUCTIF** : pour apprécier si la proposition fait avancer la construction européenne, autrement dit si elle permet plus d'Europe.

## L'échelle d'évaluation

**F**  
DE 0 À 2,5

**E-**  
DE 2,5 À 5

**E**  
DE 5 À 7,5

**E+**  
DE 7,5 À 10

**EE-**  
DE 10 À 12,5

**EE**  
DE 12,5 À 15

**EE+**  
DE 15 À 17,5

**EEE**  
DE 17,5 À 20

# Le Jury

## Président du jury

**Daniel Desesquelle**  
*journaliste à RFI, créateur de  
l'émission Carrefour de l'Europe*



## Economie et finance

**Catherine Chatignoux**  
*Journaliste aux Échos,  
spécialiste des affaires  
européennes*



**Olivier Marty**  
*Enseignant Sciences Po,  
HEC, ESSEC*



## Gouvernance



**Christian Lequesne**  
*Professeur à Sciences Po*



**Jean-Marc Lieberherr**  
*Président Institut Jean Monnet*



**Tara Varma**  
*Directrice ECFR Paris*

## Societal



**Imola Streho**  
*Professeur à Sciences Po*



**Jessica Chamba**  
*Entrepreneure et militante  
européenne*



**Olivier Costa**  
*Professeur à Sciences Po, Directeur  
des études Collège d'Europe*

## Environnement et climat



**Anne Houtman**  
*Ex-directrice-adjointe du cabinet du président  
Romano Prodi (1999-2004) et cheffe de la  
représentation en France de la Commission  
européenne (2010-2014)*



**Nathan Méténier**  
*Youth and Environment  
Europe (YEE)*



**Thomas Friang**  
*CEO Open Diplomacy*

# L'évaluation de l'Agence Triple E



1er

Emmanuel Macron  
17,5/20

EEE



2e

Yannick Jadot  
15/20

EE+



3e

Anne Hidalgo  
12,5/20

EE



4e

Valérie Pécresse  
11,5/20

EE-



5e

Fabien Roussel  
8,5/20

E+



6e

Jean-Luc Mélenchon  
6,5/20

E



7e

Marine Le Pen  
5/20

E-



8e

Eric Zemmour  
2/20

F





**Emmanuel Macron**  
**17,5/20**

**EEE**

***Un candidat aussi européen que le  
Président***

## **GOUVERNANCE : 4,5/5**

Le programme du « candidat Macron » sur l'Europe est allégé compte tenu de la PFUE. Il est axé sur l'indépendance et l'exercice d'une puissance (souveraineté) européenne dans les domaines énergétiques, technologiques et stratégiques. Le programme du candidat Macron reprend les thèmes de souveraineté en matière de sécurité et de défense et d'un rapprochement avec l'Afrique (seul candidat avec Yannick Jadot de prôner explicitement un partenariat fort Europe-Afrique). Il appuie sur la nécessité d'un renforcement des institutions, sans exclure une réforme des traités européens. Le programme ne refuse pas l'élargissement aux Balkans à condition qu'il ne se fasse pas au détriment de l'approfondissement. Il s'inscrit dans la continuité de la nouvelle méthode proposée par la France en matière d'élargissement. En matière de défense, le candidat Macron souhaite un développement du Fond Européen de Défense. Il est soucieux d'une compatibilité du développement de l'autonomie stratégique avec l'OTAN, car il sent bien que c'est le seul moyen d'arriver à un consensus avec les principaux partenaires.

***Si l'on peut regretter que l'Europe ne fasse pas l'objet d'un pan spécifique du programme du Président-candidat, son bilan et sa vision dans ce domaine sont connus et louables***

## **ENVIRONNEMENT ET CLIMAT : 4,5/5**

Le programme que présente le candidat Macron pour atteindre l'objectif européen de neutralité carbone à 2050 est ambitieux et réaliste ; il est cohérent avec les propositions du paquet « Fit for 55 » actuellement sur la table du législateur européen, en particulier en privilégiant la réduction de la consommation, l'électrification des usages et le déploiement massif de renouvelables. Il est aussi courageux sur des questions où la France a été frileuse ou trop faible dans le passé, en reconnaissant notamment le besoin d'augmenter les capacités d'interconnexions, d'accélérer les procédures d'octroi de permis pour les installations renouvelables et d'organiser la concertation sur les territoires concernés. Il reste cependant dans une logique de « filières françaises » sur le plan industriel.

## **ECONOMIE ET FINANCE : 4,5/5**

Si l'on peut regretter que l'Europe ne fasse pas l'objet d'un pan spécifique du programme du Président-candidat, son bilan et sa vision dans ce domaine sont connus et louables, a fortiori dans le contexte de crise géopolitique actuel. Le « leadership » européen de la France est d'ailleurs réel. En matière économique et financière, l'ambition se décline dans plusieurs propositions éligibles, audacieuses et très pertinentes (e.g. rénovation du modèle de croissance européen, réforme des règles budgétaires, appui à une nouvelle initiative de relance, synergies environnement-commerce et économie). On regrettera toutefois que la trajectoire de finances publiques et la dynamique de réformes françaises obèrent le consensus à créer sur les initiatives portées.

## **SOCIÉTAL : 4/5**

Le programme d'E. Macron-candidat intègre le programme de la PFUE, qui fait une large place aux questions sociétales. Le chapitre « Un nouveau modèle européen de croissance » insiste notamment sur la « qualité » des emplois et le niveau de rémunération, et sur des textes comme le salaire minimum européen et le statut des travailleurs de plateforme. Le chapitre « une Europe humaine » promeut une UE à l'écoute des préoccupations de ses citoyens (notamment via la Conférence sur l'avenir de l'Europe), la défense de l'Etat de droit et des valeurs européennes, la promotion de sa culture, de la science et du savoir, la lutte contre les discriminations et la promotion de la jeunesse. Plus spécifiquement, 4 points se dégagent du programme du candidat Macron : la réforme de Schengen, selon les lignes avancées le 9 décembre devant le PE, reste à l'agenda, avec l'objectif d'une Union plus efficace dans le contrôle de ses frontières, et d'une politique plus intégrée, avec des réunions des ministres concernés sur le mode de l'Eurogroupe ; la démocratie, avec la promotion des listes transnationales aux élections européennes et la réforme du financement des partis politiques européens ; le numérique, avec la création d'un « Métaverse européen » qui doit concerner l'ensemble des citoyens européens, et faire de l'Union un pionnier en la matière ; une initiative alimentaire internationale lancée par l'UE, proposant l'achat commun de biens alimentaires mondiaux pour lutter contre les famines, sur le modèle de l'achat commun de vaccin anti-covid.



**Yannick Jadot**  
**15/20**

**EE +**

***La tentation d'une Europe plus fédérale***



## **GOUVERNANCE : 4/5**

Le programme reprend de nombreuses propositions déjà actées ou en cours de délibération par l'UE mais témoigne d'une volonté de « saut fédéraliste » unique parmi les candidats. Il propose le passage à la majorité qualifiée sur les questions de politique étrangère et de sécurité commune, ainsi qu'un renforcement des compétences européennes dans le domaine environnemental, des ressources fiscales propres pour l'UE et une augmentation des prérogatives du parlement européen. Le programme, s'il témoigne d'une forte volonté de faire progresser la construction européenne, pêche par manque de détails sur la façon de réaliser ses ambitions qui peuvent paraître incantatoires.

### ***Le programme européen du candidat des Verts est informé, travaillé, ambitieux***

## **SOCIÉTAL : 4/5**

Le programme insiste sur la solidarité à renforcer en matière de politique migratoire et de demande d'asile. Le règlement de Dublin doit être revu en ce sens et l'externalisation de l'accueil délaissée. La formule retenue est de tendre vers une Europe humaniste. Le programme prévoit l'activité de la clause de conditionnalité budgétaire liée à l'état de droit et aussi la mise en place d'une politique de promotion des droits fondamentaux avec la création d'un programme européen pour la démocratie et les droits fondamentaux. Des moyens importants sont envisagés par le programme pour le fonctionnement de la justice en France et aussi pour la justice européenne. Sur le volet enseignement, le programme envisage d'encourager l'apprentissage des langues avec un accent fort mis sur l'esperanto lors de la formation. Pour le lycée plusieurs mesures européennes sont envisagées (reconnaissance de fin de cursus, passeport de compétence, plus de mobilité et augmentation du budget d'Erasmus+). Projet de modèle de EUI (Institut universitaire européen) pour la transition écologique, renforcer la mobilité et la coopération des enseignants chercheurs et des formations sur la transition écologique.

En matière de santé, le programme insiste sur la nécessité d'envisager une politique européenne de la santé avec des axes forts comme tendre vers un accès universel vers les soins de santé, avec une initiative européenne pour la santé en Afrique et travailler sur les normes européennes santé/environnement comme la qualité de l'air, de l'eau. Le programme porte aussi des propositions fortes pour lutter contre la pauvreté au niveau européen (salaire minimum, fin des stages non rémunérés et la mise en place d'un socle européen des droits sociaux).

## **ECONOMIE ET FINANCE : 3/5**

Le programme européen du candidat des Verts est informé, travaillé, ambitieux. Il témoigne d'une bonne appréhension des enjeux, notamment budgétaires et fiscaux (par ex : augmentation du budget de l'UE, fin des votes à l'unanimité en matière fiscale et budgétaire). Par ailleurs, les positions dans les domaines économiques et financiers concernent bien l'Europe et peuvent être en partie partagées (par ex : transition écologique juste, harmonisation des législations sociales et fiscales). Il est toutefois regrettable que le programme enfreigne parfois radicalement le droit communautaire (par ex : annulation des dettes publiques détenues par la BCE) sans être toujours pertinent, convergent et constructif (par ex : scepticisme sur les accords commerciaux, financement des États par la BCE).

## **ENVIRONNEMENT ET CLIMAT : 4/5**

Yannick Jadot présente un programme écologique qui reprend de nombreux éléments déjà enclenchés par l'Union européenne, parfois en rehaussant le niveau d'ambition (par ex : neutralité carbone à 2040 au lieu de 2050). Mais il semble faire de changements institutionnels un prérequis idéologique à des mesures plus ambitieuses ce qui, en réalité, n'est pas une nécessité au regard du droit européen. Il est le seul à appeler à un « saut fédéral » qui le distingue de ses adversaires mais l'isole des partenaires européens.



Anne Hidalgo  
12,5/20

EE

*Une approche européenne sociale-démocrate*

## **GOVERNANCE : 4/5**

Anne Hidalgo souhaite, en général, renforcer la construction européenne comme modèle politique. Elle propose des réformes institutionnelles qui vont dans le sens d'une autonomie renforcée de l'UE (fin de l'unanimité au Conseil des ministres, initiative partagée entre le Parlement européen et la Commission européenne). Elle est clairement favorable à une défense européenne et à une action extérieure plus concertée. Elle a enfin une approche critique de la relation entre l'UE et les régimes autoritaires, se déclarant clairement en faveur de la défense des valeurs de l'UE en matière d'état de droit et de droits de l'homme. Ce qui manque au projet reste des propositions de réformes concrètes et un programme marqué dans le temps. Mais dans l'ensemble, il s'agit d'un programme engagé en faveur de l'Europe institutionnelle.

## **ECONOMIE ET FINANCE : 2/5**

Anne Hidalgo présente un programme européen volontaire, mais caractérisé par une tension attendue entre utopie et réalisme. On retrouve ces aspects dans les propositions économiques et financières, tantôt stimulantes mais éloignées des discussions actuelles (par ex : créer un Pacte de progrès en remplacement du Pacte de stabilité, modifier en profondeur les règles d'aides d'État) et tantôt convergentes, pertinentes et constructives (par ex : soutien au développement de ressources propres, maintien de la dynamique de taxation des multinationales). Cependant, le programme est à la fois peu étoffé, peu articulé, et souvent peu informé. Au total, il est insuffisamment crédible pour être bien accueilli par les partenaires de la France.

***Anne Hidalgo présente un programme européen volontaire, mais caractérisé par une tension attendue entre utopie et réalisme***

## **ENVIRONNEMENT ET CLIMAT : 2,5/5**

Pour une grande partie de son programme, Anne Hidalgo présente des propositions qui correspondent à la mise en œuvre du Green Deal en cours. Ses mesures les plus radicales (ex : taxation des superprofits des firmes de l'énergie ou découplage des prix du gaz et de l'électricité) manquent de précisions pour être évaluées finement alors qu'elles généreraient des tensions politiques avec les partenaires européens, voire des dysfonctionnements dans le marché européen de l'énergie.

## **SOCIÉTAL : 4/5**

L'accent est mis sur la défense de l'Etat de droit : primauté du droit européen ; renforcement de celle-ci grâce à la démocratie participative (CoFoE) ; conditionnalité budgétaire (règlement de décembre 2020). Sur les migrations, accent sur les obligations internationales de l'UE et ses valeurs. Réforme du règlement de Dublin, solidarité entre États membres, en fonction de leurs capacités, notamment d'accueil, plutôt que sur la règle du pays d'entrée. Répartition équilibrée des migrants entre États membres. Lutte commune des flux migratoires et du contrôle des frontières contre les trafiquants. Renforcement de la politique de cohésion territoriale. Création d'un revenu et de salaires minimum cohérents dans chaque pays. Protection des travailleurs des plateformes et des travailleurs précaires. Éradication de la pauvreté des enfants, des jeunes et des personnes âgées. Égalité femmes-hommes.



Valérie Pécresse  
11,5/20

EE -

*L'éloge de la contradiction*

## **GOVERNANCE : 3,5/5**

Valérie Pécresse est dans une situation que l'on sent difficile à l'égard de l'UE. D'un côté, elle souhaite promouvoir les acquis de l'UE (comme la politique de défense ou le pilier européen de l'OTAN) ; elle est pour un accueil européen des réfugiés tenant compte d'un système de quotas de répartition (proposition Juncker de 2016) et pour le renforcement de la dimension européenne des politiques économiques (politique industrielle). De l'autre, elle est obligée de tenir compte des revendications venant de la droite de son parti qui est souverainiste. Elle rappelle donc la nécessité pour les jurisprudences européennes de ne pas empiéter sur la loi française ou encore la nécessité de réformer Schengen pour aller vers un contrôle plus national des flux migratoires. Ce « grand écart » entre ce que Pécresse pense de l'Europe et ce qu'elle doit afficher la met dans une situation d'ambiguïté sans pour autant pouvoir être classée dans le camp de ceux qui ne veulent pas plus d'Europe.

***Valérie Pécresse n'a pas articulé une vision globale de l'écologie mais disperse dans son programme des mesures de transition***

## **ENVIRONNEMENT ET CLIMAT : 2,5/5**

Valérie Pécresse propose un programme aligné sur le Green Deal, sans innovations politiques fortes pour accélérer la transition écologique. Ses propositions écologiques comportent quelques confusions techniques qui jettent un doute sur la mise en œuvre possible (ex : d'ici à 2035, les véhicules électriques consommeront encore une partie d'électricité produite à partir d'énergies fossiles). Plus largement, elle n'a pas articulé une vision globale de l'écologie mais disperse des mesures de transition dans les chapitres de son programme relatifs aux mobilités ou à l'agriculture. Sur le plan commercial, sa position ne tient pas compte des compétences exclusives de l'UE.

## **ECONOMIE ET FINANCE : 3,5/5**

Certaines déclarations eurosceptiques, populistes, malhonnêtes et malavisées de la candidate LR, cachent un programme européen sérieux, raisonnable et constructif. En matière économique et financière, les propositions sont compatibles avec le droit communautaire, parfois pertinentes (par ex : harmonisation des règles sociales ou suppression des rabais budgétaires) et le plus souvent constructives et en phase avec les négociations actuelles (par ex : taxe carbone aux frontières, soutien à la politique industrielle européenne). On regrettera toutefois vivement l'opposition à l'augmentation des ressources propres et la tonalité parfois protectionniste, dirigiste et martiale des idées qui parlent à un pan de son électora

## **SOCIÉTAL : 2/5**

Valérie Pécresse met en avant des mesures de renforcement des contrôles, des critères très stricts et une politique d'accueil avec un quota annuel voté par l'Assemblée nationale. La révision du règlement de Dublin est mise en avant ainsi que le renforcement du Frontex (augmentation des moyens et du nombre des gardes-frontières) notamment dans les mesures d'éloignement. Une autre partie du programme insiste sur les évolutions à envisager en matière de pêche et de PAC. Pour la pêche, Valérie Pécresse préconise la défense des licences de pêche des pêcheurs français et dans le cadre de la PAC une autonomie alimentaire tout en soulignant un soutien aux agriculteurs français.





**Fabien Roussel**

**8,5/20**

**E +**

***L'Europe malgré tout***

## **GOVERNANCE : 2/5**

Ne remet pas en cause l'Europe qui doit être l'instrument de l'avènement d'un monde plus juste, jouer un rôle protecteur des populations (socialement, militairement) et s'organiser sur un mode collaboratif entre nations souveraines et indépendantes. L'Europe est conçue comme un cadre collaboratif permettant aux membres qui le souhaitent d'approfondir leur collaboration dans des domaines précis (« Europe à la carte »). Cela demandera la négociation de nouveaux traités. Le programme prône la sortie du commandement intégré de l'OTAN et d'organiser la défense européenne sur des bases volontaires de collaboration entre États.

## **ECONOMIE ET FINANCE : 0,5/5**

Le programme européen du candidat communiste est marqué par une vision radicale au plan européen et global plaisant à un pan important de l'électorat de gauche. Le programme est partiellement éligible et certaines préoccupations économiques et financières peuvent être pertinentes (par ex : les questionnements centraux sur la politique monétaire). Une proposition pourrait par ailleurs être constructive, la création d'un serpent fiscal européen. Toutefois, l'analyse reste peu informée (par ex : méconnaissance des avancées fiscales en Europe, « euro au service de la rente ») et les idées très peu convergentes et pertinentes (par ex : financement des États par la BCE, défaut envisagé sur les dettes COVID, affranchissement imaginable des règles budgétaires).

***Le programme européen du candidat communiste est marqué par une vision radicale au plan européen***

## **ENVIRONNEMENT ET CLIMAT : 3,5/5**

Fabien Roussel présente un programme tout à fait euro-compatible, cohérent avec la logique du Green Deal qui ancre la transition écologique dans une logique de développement industriel. Aucune de ses propositions ne contrevient au droit européen ni à la dynamique politique des autres États membres. Son ambition budgétaire répond aux attentes des citoyens européens mais mériterait de tenir plus clairement compte des possibilités d'investissement du secteur privé dans la transition écologique.

## **SOCIÉTAL : 2,5/5**

Dans le programme, l'attention est portée sur le traitement des migrants avec plusieurs points clés, le respect des engagements internationaux par la France (à l'égard de ses partenaires aussi), le renforcement des moyens de l'OFPRA et dénonciation des accords du Touquet (accord bilatéral franco-britannique) et du règlement de Dublin. Sur les enjeux de société, le programme insiste sur une nouvelle construction européenne agissant pour l'harmonisation sociale vers le haut. Enfin, une priorité du programme est la levée par la France des brevets sur les vaccins.



**Jean-Luc Mélenchon**  
**6,5/20**

**E**

***Vers la politique de la chaise vide***

## **GOVERNANCE : 1,5/5**

Le programme a une cohérence et propose une méthode : focaliser l'UE sur les questions climatiques et sociales à travers la négociation de nouveaux traités soumis à referendum. En cas d'échec, il prône l'opposition systématiquement aux institutions européennes dans tous les domaines incompatibles avec son projet. C'est une stratégie d'obstruction et de désobéissance qui est proposée. Le candidat espère pouvoir créer une coalition avec d'autres pays agissant dans la même direction (sociale et environnementale, non libérale) pour changer l'Europe en profondeur. Pas de Frexit donc mais une attaque en règle contre les traités prônant un rapport de force et des mesures unilatérales de désobéissance. Sur le plan démocratique, il propose de renforcer la participation des députés nationaux aux décisions européennes, de renforcer le rôle du Parlement européen et d'instaurer un plus grand équilibre et plus de transparence entre les institutions européennes. Il plaide enfin pour une France non-alignée, altermondialiste, en rejetant toute défense européenne.

### ***Pas de Frexit, mais une attaque en règle contre les traités***

## **ENVIRONNEMENT ET CLIMAT : 1,5/5**

Jean-Luc Mélenchon présente un programme cohérent, fondé sur le protectionnisme écologique, mais totalement alternatif à la dynamique européenne du Green Deal. Bien que ses propositions contiennent des éléments favorables à la coopération européenne en matière environnementale, il théorise une rupture qui va plus loin que 2017. Dès 2017, il remettait en cause les Traités de l'Union européenne (logique Plan A / Plan B) et va plus loin en 2022 en refusant la primauté du droit l'UE au motif - inutile - que l'Europe empêcherait la France d'être plus ambitieuse que ses partenaires.

## **ECONOMIE ET FINANCE : 1/5**

Jean-Luc Mélenchon propose un programme européen idéalement radical (plan A) qui plait à un large pan de l'électorat de gauche, mais qui repose sur des perspectives très hypothétiques de renégocier fondamentalement les Traités ou, à défaut, de s'opposer à des décisions éloignées de son idéologie (plan B). Cette posture traverse ses propositions économiques et financières, qui sont travaillées et partiellement éligibles mais non compatibles avec le droit communautaire (par ex : affranchissement des règles budgétaires) ni convergentes avec les positions établies. Certaines préoccupations sont censées (par ex : souci de la convergence fiscale et sociale), mais les idées sont mal avisées (par ex : financement des États par la BCE), peu constructives et de nature à isoler la France.

## **SOCIÉTAL : 2,5/5**

Le programme insiste sur la nécessité de tirer les ambitions européennes vers une convergence sociale et environnementale à partir de critères ambitieux, correspondant aux standards français. Il développe une stratégie pour y parvenir, compatible avec l'Union européenne, mais en posant clairement la désobéissance aux traités actuels et la non-application du droit européen si ceux-ci ne permettent pas de respecter ces standards nationaux. Le programme s'inscrit dans l'UE et a pour objectif de faire évoluer les règles du jeu, notamment sur les sujets relatifs aux migrations et aux frontières de l'UE.



**Marine Le Pen**

**5/20**

**E -**

***L'Europe française***



## **GOVERNANCE : 1,5/5**

Reste dans l'idée souverainiste de la supériorité de l'État nation sur l'Europe. Son programme européen n'est pas différent de celui de Zemmour bien qu'il soit exprimé souvent en des termes plus policés. Marine Le Pen veut réaffirmer la primauté du droit nationale sur le droit européen ; elle veut le retrait du drapeau européen de tous les bâtiments publics français. Elle veut surtout, sur le modèle britannique de 2016, un référendum sur l'appartenance de la France à l'UE sans jamais prononcer ou invoquer le Frexit. De même elle prône une sortie de la France du commandement militaire intégré de l'OTAN et une relation équilibrée avec la Russie, sans que l'on sache ce que l'équilibre veut dire. Il n'y a pas de proposition concrète pour l'avenir de la construction européenne, sauf le retour (vague) à l'Europe des patries.

***La candidate présente un programme moins radical et plus travaillé qu'en 2017***

## **ENVIRONNEMENT ET CLIMAT : 0,5/5**

Marine Le Pen présente un programme, certes cohérent mais qui consiste à déconnecter la transition écologique française de la trajectoire européenne. Non-seulement elle n'articule aucune de ses propositions avec le Green Deal, mais la plupart des mesures techniques qu'elle avance sont à l'opposé de la dynamique et du droit européen sur trois axes : protectionnisme commercial, nationalisation de la politique agricole, nationalisme énergétique.

## **ECONOMIE ET FINANCE : 1/5**

La candidate présente un programme moins radical et plus travaillé qu'en 2017. Le document soulève parfois des questions intéressantes et des préoccupations partagées (par ex : mandat et contrôle de la BCE). Mais les propositions économiques et financières sont encore peu éligibles et surtout très peu pertinentes (par ex : refus des traités de libre-échange, refus des alignements sociaux et fiscaux, baisse de la contribution de la France au budget de l'UE, opposition au développement de nouvelles ressources propres). De la même façon, la tonalité et les postures sous-jacentes au programme témoignent de la continuité d'un malaise certain vis-à-vis de l'UE et conduiraient sans nul doute à un isolement de la France dans le cénacle européen.

## **SOCIÉTAL : 2/5**

Les points clés du programme (en lien avec l'UE) sont : Rétablissement des frontières nationales et sortie de Schengen ; Coopération sur la protection des frontières extérieures ; Refonte de l'asile, expulsion des clandestins, priorité nationale pour les aides ; Abrogation de la directive sur le travail détaché ; Fin de l'automatisme du regroupement et du rapprochement familial ; Expulsion automatique des criminels et des délinquants étrangers. ; Suppression de l'autorisation de séjour pour tout étranger n'ayant pas travaillé depuis un an en France ; Défense de l'identité nationale, des valeurs et des traditions de la civilisation française ; Impossibilité de régularisation ou de naturalisation des étrangers en situation illégale. Simplification et automatisation de leur expulsion ; Suppression du droit du sol et limitation de l'accès à la nationalité à la seule naturalisation sur des critères de mérite et d'assimilation. ; Obligation pour les demandeurs d'asile de déposer leurs demandes dans les ambassades et consulats français dans les pays d'origine ou les pays limitrophes ; Réserver les aides sociales aux Français, et conditionner à 5 années de travail en France l'accès aux prestations de solidarité. ; Assurer la priorité nationale d'accès au logement social et à l'emploi. Globalement, ce programme montre une faible connaissance de l'Union, de ses institutions de ses politiques, et va à rebours de l'article 2 du Traité de l'Union européenne et des principes de l'intégration européenne.



Éric Zemmour  
2/20

F

*La France sans l'Europe*

## **GOVERNANCE : 1/5**

Éric Zemmour apparaît opposé au principe même de la construction européenne. Il veut la fin de la supériorité du droit européen sur le droit national ; il veut que la France renonce au drapeau européen et à toute forme de défense. Il est le candidat souverainiste absolu qui considère que la construction européenne est nuisible pour la France. Il ne fait quasiment aucune proposition alternative pour réformer l'UE. Par ailleurs, il est pour un dialogue nourri avec les régimes autoritaires que sont la Russie et la Chine, ignorant toutes les valeurs et normes de l'UE.

## **ECONOMIE ET FINANCE : 0/5**

Un programme européen particulièrement désinvolte et ultra-nationaliste caractérisé par une volonté d'obstruction généralisée à la dynamique communautaire. De façon frappante et inédite, les propositions économiques ne concernent pas l'Europe. Elles sont aussi incompatibles avec le droit communautaire (par ex : non-respect du droit européen sur l'industrie en cas d'intérêt contraire à l'intérêt national) sans être pertinentes (par ex : mécanisme européen de commande publique réservant un quota aux entreprises nationales). La grande légèreté avec laquelle les enjeux européens sont appréhendés conduirait ainsi à un isolement certain de la France dans l'UE. A peine l'idée du « Patrie-score » pourrait-elle être bienvenue au niveau européen...

### ***Éric Zemmour apparaît opposé au principe même de la construction européenne***

## **ENVIRONNEMENT ET CLIMAT : 0,5/5**

Le programme environnemental d'Éric Zemmour est structuré autour d'une logique nationale qui n'est pas nécessairement contraire au droit européen. Cependant, il empêche la diversification et un verdissement du mix énergétique européen qui est une priorité par sa posture hostile à l'éolien. En général, il ne contient aucune proposition majeure à l'échelle de l'Union. Les seules mesures qu'il avance au plan européen portent sur l'ouverture du marché de fourniture de l'électricité (remplacement de l'ARENH) mais formulent des critiques vaines. Le reste suit la logique générale en cours (mise en œuvre du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières) sans tenir compte du processus de décision européen naturellement à l'œuvre.

## **SOCIÉTAL : 0,5/5**

Le programme d'Éric Zemmour ne mentionne que des oppositions, l'affirmation du non-respect de principes européens, le rejet de certains principes européens partagés en matière de droits de l'homme. Pas de propositions constructives visant à une plus forte intégration européenne ou à faire évoluer l'UE.

# Pour contacter l'Agence EEE

Daniel Desesquelle  
Président du jury  
daniel.desesquelle@gmail.com  
+33 (0)6 73 90 44 83

Christian Lequesne  
christian.lequesne@sciencespo.fr  
+33 (0)6 89 53 20 73

## Organisations

EuropaNova



Maison de l'Europe de Paris

CONFRONTATIONS  
EUROPE



Mouvement  
Européen  
France